SOS L.H. 449/6

8152

(1943)

V. D. 16 : Création de forces de police
pour la surveillance des ou-
vrages d'art et voies ferrées
(gardes de communication)

D. 9152: Convention pour la mise à
disposition du Service des Gardes des
Communications de locaux dans les gares

Convention, avec le Ministère de l'Intérieur
pour l'affectation à la S.N.C.F. et au Service
des Gardes de communication, d'un contingent
de jeunes travailleurs au titre du Service du
Travail obligatoire

C.A.	10. 3.43	18	Qd (e)
C.A.	17. 3.43	22	VIII

Convention, avec le Ministère de l'Intérieur, pour l'affectation à la S.N.C.F. et au Service des Gardes de communication d'un contingent de jeunes travailleurs au titre du Service du Travail Obligatoire.

QUESTION VIII - Convention pour l'affectation à la S.N.C.F.
et au Service de la Garde des Communications d'un contingent de jeunes
travailleurs au titre du Service du Travail obligatoire.

P.V. (p.5)

M. LE PRESIDENT expose que, par application de la loi du 16 février 1943 et du décret du même jour, les jeunes gens nés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1922 sont astreints à un service de travail obligatoire d'une durée de deux ans. Les agents de la S.N.C.F. remplissant ces conditions sont maintenus dans leur emploi.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications envisage, en outre, de faire appel à un contingent de 36.000 jeunes gens soumis au service du Travail Obligatoire, d'une part, pour renforcer la garde des voies de communications, d'autre part, pour fournir à la S.N.C.F. une main-d'oeuvre supplémentaire lui permettant d'exécuter des travaux utiles mais qui n'entraient pas dans ses prévisions d'effectifs.

Les jeunes gens de ce contingent seraient utilisés suivant un cycle d'alternance comportant 1/3 du temps à la S.N.C.F. et 2/3 du temps à la garde des communications. Pendant leur durée d'utilisation par la S.N.C.F., ils seraient, conformément à l'article 3 de la loi du 16 février 1943, soumis aux mêmes conditions de travail et de salaires que les auxiliaires occupant les mêmes emplois.

Le coût de l'utilisation de cette main-d'oeuvre serait d'environ 380 M. pour une année entière, soit 270 M. pour 1943, si sa mise à disposition de la S.N.C.F., comme il est prévu, a lieu vers le 15 avril.

Une Convention a été préparée, qui serait à passer entre le Commissariat Général au Service du Travail Obligatoire, la S.N.C.F. et le Secrétariat d'Etat à l'Intérieur. Toutefois, le texte n'en est pas encore définitif et M. LE PRESIDENT demande au Conseil, s'il l'approuve, de l'habiliter à y apporter les modifications qui seraient jugées nécessaires dans la mesure où celles-ci ne toucheraient pas au fond même de la question.

Sous réserve de telles modifications et après échange de vues auquel prennent part M. GRIMPRET, M. BOUTET, M. le COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT et M. LE BESNERAIS, le Conseil approuve la Convention.

Sténo (p.22)

M. LE PRESIDENT. - Par application de la loi du 16 février 1943 et du décret du même jour, les jeunes gens nés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1922 sont astreints à un Service du Travail d'une durée en principe de 2 années. Ce service de travail obligatoire, pour le personnel de la S.N.C.F., s'exécute au sein même de la S.N.C.F. Il est envisagé, à l'heure actuelle, de faire appel, en outre, à 36.000 jeunes gens faisant partie de ce contin-

gent soumis au travail obligatoire et de les utiliser pour les besoins du Chemin de fer à raison, en moyenne, de 2/3 pour la garde des voies de communication et de 1/3 pour le service propre de la S.N.C.F.

En ce qui concerne le service des gardes de communications, cette question nous est étrangère; nous ne pouvons évidemment que nous féliciter que nos voies soient mieux gardées. Mais la question de l'utilisation de ce personnel à nos propres travaux est plus importante. En effet, la main-d'oeuvre ainsi formée sera loin d'être qualifiée et son emploi pourra n'être pas sans danger dans nos ateliers actuellement bien organisés et dont nous nous efforçons d'améliorer le rendement. Aussi envisage-t-on de n'utiliser ces jeunes gens qu'à des tâches particulières, déblaiements, constructions de tranchées ou abris contre bombardements, travaux divers,

en définitive, des travaux exceptionnels qui seront en quelque sorte en dehors du fonctionnement quotidien et journalier du Chemin de fer.

(M. le Président donne lecture de la Convention).

Le texte de la Convention n'est pas tout à fait définitif; quelques retouches de détail peuvent encore y être apportées et je vous demande de ne laisser le soin de les approuver dans la mesure où elles ne modifient pas le fond.

C'est ainsi notamment qu'à l'article 6, un paragraphe serait intercalé pour donner à la S.N.C.F. ou au service des gardes de communications la possibilité de remettre à la disposition du Commissariat les jeunes gens dont la manière de servir ne serait pas jugée satisfaisante.

M. BOUPET. - Les observations que j'ai à présenter ne sont pas relatives au contrat lui-même. Mais sa lecture m'a laissé tout de même quelque inquiétude du fait que j'y ai trouvé la préoccupation de l'Etat d'intervenir au minimum dans cette opération et de considérer ces jeunes travailleurs comme des travailleurs ordinaires à qui on se bornerait à assurer le salaire minimum. Je me demande si, étant donné leur dépaysement certain, ce salaire minimum permettra à ces jeunes gens, qui risqueront d'être d'ailleurs déplacés pour passer d'un service à un autre, de vivre si on ne leur accorde pas par ailleurs certaines prestations en nature, notamment au point de vue du

.....

logement et peut-être de la nourriture. Peut-être eut-il été bon que, dans le contrat, on indiquât que certaines prestations en nature pourraient être accordées dans des conditions qui seraient précisées ultérieurement.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- En fait, il est pratiquement impossible, à l'heure actuelle, de déplacer des contingents tant soit peu importants de jeunes gens en raison des difficultés de logement et de ravitaillement. Nous n'avons pas entendu évidemment, sous prétexte que l'administration serait en peine de résoudre ce problème, nous en décharger. Aussi, tout le système repose-t-il sur le principe d'un recrutement local. Le représentant local du Commissariat Général au Service au Travail Obligatoire se mettra en relations avec le représentant local de la S.N.C.F. et le service local des gardes de communications pour établir, en quelque sorte, l'état des lieux. C'est en fonction des possibilités locales d'emploi que les désignations seront faites et nous pensons réussir à affecter à ce double service des jeunes gens habitant au voisinage des lieux mêmes d'affectation ; par conséquent, ils ne seront pas dépayés.

M. BOUTET.- Cela répond à une partie de mes objections. Mais je crains que ce programme ne soit assez théorique et il serait peut-être prudent, dans la convention, d'envisager que des modifications futures pourront y être apportées ; sinon, c'est exclure certaines possibilités dont on pourrait avoir besoin dans des cas particuliers.

M. GRIMPET.- Si j'ai bien compris ce qu'a dit M. le Commissaire du Gouvernement, ces jeunes gens fonctionneraient comme des requis civils.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.- C'est cela. A l'heure actuelle, on requiert les personnes qui se trouvent au voisinage d'une ligne de chemin de fer. Ce sera une réquisition d'une catégorie particulière d'individus se substituant à la réquisition actuelle

M. BOUTET. - Il y aura inévitablement des dépassements. Il faudra, dans certains cas, envisager un repas de midi et même un repas du soir, quand ce sera possible.

M. LE BRESNAIS. - Ils auront accès aux cantines lorsqu'il s'en trouvera.

M. BOUTET. - Il n'y en aura peut-être pas toujours. Il aurait été prudent de le prévoir dans le contrat.

M. LE PRÉSIDENT. - Pour les gardes de communications, on peut envisager de les laisser sur place. Mais, pour ceux qui seront utilisés par la S.N.C.F., il est bien évident que nous serons probablement obligés de les faire se déplacer.

M. LE BRESNAIS. - Dans ce cas, nous nous occupons toujours de leur assurer leur nourriture.

M. LE PRÉSIDENT. - Tant qu'ils seront utilisés par la S.N.C.F. nous les traiterons à ce point de vue comme notre personnel.

M. BOUTET. - Il y aurait peut-être quelque chose à faire pour ceux qui seront utilisés à la garde des voies de communications.

Dans le même ordre d'idées, je me demande s'il est prudent de préciser dans la Convention quelle sera la durée d'emploi respective par la S.N.C.F. et par le service des gardes de communications, soit 1/3 et 2/3. Le nombre d'heures prévues pour la formation professionnelle par la S.N.C.F. a été fixé entre 4 et 9 heures par semaine, ce qui paraît peu, étant donné que le stage à la S.N.C.F. sera très limité. Je crois qu'il aurait été préférable de poser seulement le principe de la répartition sans en fixer les modalités, lesquelles auraient pu, ensuite, faire l'objet d'un accord entre les deux administrations.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - La répartition indiquée (1/3 et 2/3) a seulement pour objet de donner un ordre de grandeur.

C'est ce que veulent dire les mots "en principe".

Le Conseil approuve le projet de Convention et habilite le Président à y apporter éventuellement les modifications qu'il jugerait nécessaires dans la mesure où celles-ci ne toucheraient pas au fond de la question.

du 17 MARS 1943

(Question N° VIII)

SOCIÉTÉ NATIONALE
des
CHEMINS DE FER FRANÇAIS

13 mars 1943

N O T E

pour H.M. les Membres du Conseil d'Administration

Convention pour l'affectation à la S.N.C.F. et au Service de la Garde des Communications d'un contingent de jeunes travailleurs, au titre du Service du travail obligatoire

Par application de la loi du 16 février 1943 et du décret du même jour, les jeunes gens nés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1922 sont astreints à un service du travail d'une durée de 2 ans pouvant être réduit d'un temps égal au temps déjà passé dans les chantiers de jeunesse ou aux Armées.

Ce service du travail obligatoire peut être accompli dans l'emploi occupé à la date de l'appel "lorsque cet emploi est conforme aux besoins du pays". En vertu de la circulaire 2 C du 20 février 1943 du Commissariat Général au Service du travail obligatoire, les agents de la S.N.C.F. nés entre le 1er janvier 1920 et le 31 décembre 1922 sont maintenus dans leur emploi à la S.N.C.F.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a envisagé d'utiliser un contingent de 36.000 jeunes gens soumis au service du travail obligatoire, d'une part, pour renforcer la garde des voies de communication ou remplacer les requis civils qui y sont actuellement affectés et, d'autre part, pour fournir à la S.N.C.F. une main-d'oeuvre supplémentaire lui permettant d'exécuter des travaux utiles mais qui n'entraient pas dans ses prévisions d'effectifs.

Les jeunes gens de ce contingent seraient utilisés suivant un cycle d'alternance comportant 1/3 du temps à la S.N.C.F. et les 2/3 du temps à la garde des communications, soit, par exemple, 15 jours au service de l'une et 1 mois au service de l'autre.

Pendant leur durée d'utilisation par la S.N.C.F., ils seront, conformément à l'article 3 de la loi du 16 février 1943, soumis aux mêmes conditions de travail et de salaire que nos auxiliaires occupant les mêmes emplois.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a en conséquence fait établir une Convention

.....

à passer entre le Commissariat Général au Service du travail obligatoire, la S.N.C.F. et le Secrétariat d'Etat à l'Intérieur (Service de la Garde des Communications) dont le texte est donné en Annexe et que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil d'Administration, sous réserve des modifications de détail qui pourront y être apportées à la suite des pourparlers en cours.

Le coût de l'utilisation de cette main-d'oeuvre sera d'environ 380 M. pour une année entière, soit 270 M. pour l'année 1943 si sa mise à disposition de la S.N.C.F. a lieu vers le 15 avril.

Il convient toutefois de remarquer que cette dépense permettra, dans une certaine mesure, d'exécuter des travaux pour lesquels il aurait été nécessaire de prévoir au Budget de 1943 des dépenses supplémentaires, ou de réaliser certaines économies.

LE DIRECTEUR GENERAL,

LE BESNERAIS.

C O N V E N T I O N

- pour l'affectation à la Société Nationale des Chemins de fer français,
- et au Service de la Garde des Communications,

d'un contingent de jeunes travailleurs au titre du Service du Travail obligatoire.

ENTRE LE COMMISSARIAT GENERAL AU SERVICE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE
(désigné dans le texte par le "Commissariat") représenté par :

d'une part;

LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS (désignée dans
le texte par la "S.N.C.F.") représentée par :

et

LE SECRETARIAT D'ETAT A L'INTERIEUR (Secrétariat Général de la
Police - Service de la Garde des Communications) désigné dans le texte
par le "S.G.C.") représenté par :

d'autre part;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er.- OBJET DE LA CONVENTION.

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités de mise à disposition par le Commissariat et d'emploi par la S.N.C.F. et par le S.G.C. d'un contingent de jeunes gens affectés à ces organismes au titre du Service du Travail obligatoire.

Article 2.- DISPOSITIONS GENERALES.

§ 1.- La présente convention a un double but :

- d'une part, permettre la garde des points sensibles du chemin de fer (voies, ouvrages d'art, dépôts, installations de production, de transport et de distribution d'énergie électrique, etc...);

- d'autre part fournir à la S.N.C.F. une main-d'oeuvre supplémentaire en vue de l'exécution de certains travaux utiles que la S.N.C.F. ne pourrait effectuer actuellement en raison de l'insuffisance de ses effectifs (déblaiements, construction de tranchées et d'abris contre les bombardements, travaux divers de voie, réparations exceptionnelles du matériel, etc...).

.....

§ 2.- Pour l'exécution de cette double tâche, le Commissariat met à la disposition de la S.N.C.F. et du S.G.C. un contingent maximum de 36.000 jeunes gens prélevés sur les trois catégories prévues à l'article 1er du décret n° 431 du 16 février 1943.

§ 3.- Ces jeunes gens seront employés en principe un tiers du temps par la S.N.C.F. et deux tiers du temps par le S.G.C. suivant un roulement dont les modalités seront arrêtées entre ces deux organismes.

Article 3.- MODE DE DESIGNATION.

§ 1.- La désignation des jeunes gens sera faite par le représentant départemental du Commissariat en accord avec les Chefs d'arrondissement intéressés de la S.N.C.F. et le représentant départemental du S.G.C.

§ 2 - Afin de faciliter la solution des problèmes du ravitaillement et du logement, cette désignation portera, dans toute la mesure du possible, sur des jeunes gens résidant à proximité immédiate du lieu d'emploi par la S.N.C.F. et des postes de gardes de communication.

Article 4 - CONDITIONS D'UTILISATION PAR LA S.N.C.F.

§ 1.- Durant leur affectation à la S.N.C.F. les jeunes gens seront placés sous l'autorité de celle-ci et encadrés par ses soins, les cadres étant choisis parmi le personnel de la S.N.C.F. plus particulièrement qualifié pour la formation des jeunes.

§ 2.- Les salaires seront fixés par la S.N.C.F. en raison de la nature des travaux effectués par les jeunes gens et du rendement des intéressés. Le salaire horaire sera compris entre le salaire horaire minimum fixé par arrêté préfectoral et le salaire horaire de l'auxiliaire local occupé aux mêmes travaux, les primes de rendement et les allocations de déplacement seront celles du même auxiliaire,

§ 3.- La S.N.C.F. aura la faculté d'employer directement les jeunes gens ou de les faire occuper sous sa responsabilité par des entreprises privées travaillant dans l'enceinte du chemin de fer.

§ 4.- Les jeunes gens bénéficieront des mêmes régimes d'allocations familiales, d'assurances sociales et de protection contre les accidents du travail que les auxiliaires de la S.N.C.F.

§ 5.- La S.N.C.F. assurera la surveillance médicale des jeunes gens suivant des modalités analogues à celles de ses agents mineurs.

§ 6.- Les jeunes gens seront admis au bénéfice des institutions de formation morale, intellectuelle, civique, physique et,

s'il y a lieu, professionnelle que la S.N.C.F. a créées pour ses jeunes agents. Le programme de formation sera arrêté d'accord entre le Commissariat et la S.N.C.F.; la durée hebdomadaire de son application sera comprise entre 4 et 9 heures pour lesquelles les jeunes gens recevront le salaire horaire minimum fixé par arrêté préfectoral.

§ 7.- En compensation des frais spéciaux occasionnés à la S.N.C.F. par l'application des dispositions prévues aux §§ 1, 5 et 6 du présent article, la S.N.C.F. recevra du Commissariat :

a) Une indemnité forfaitaire se montant à six pour cent des salaires payés aux jeunes gens;

b) une indemnité égale à la rémunération allouée aux jeunes gens pendant les heures consacrées à la formation prévue au § 6 du présent article.

Ces deux indemnités seront payables mensuellement sur présentation des pièces justificatives.

Article 5.- CONDITIONS D'UTILISATION PAR LE SERVICE DE LA GARDE DES COMMUNICATIONS.

§ 1.- Durant leur affectation au S.G.C. les jeunes gens seront placés sous l'autorité de ce Service et encadrés par ses soins, les cadres étant choisis parmi le personnel de ce Service plus particulièrement qualifié pour la formation des jeunes.

§ 2.- Les jeunes gens recevront un salaire horaire égal au salaire horaire minimum fixé par arrêté préfectoral. Ceux d'entre eux qui rempliront des fonctions d'encadrement pourront recevoir un supplément de rémunération n'excédant pas vingt pour cent.

§ 3.- Ils bénéficieront des régimes d'allocations familiales, d'assurances sociales et de protection contre les accidents du travail prévus au § 4 de l'article 4.

Ils recevront les mêmes allocations de déplacement que le personnel auxiliaire du S.G.C.

§ 4.- Le S.G.C. fera son affaire de la fourniture aux jeunes gens d'insignes ou éventuellement d'uniformes, ainsi que, s'il y a lieu, de leur armement.

§ 5.- Les jeunes gens recevront une formation morale, intellectuelle, civique, physique et, s'il y a lieu, professionnelle, suivant un programme arrêté d'accord entre le Commissariat et le S.G.C. et comportant une durée hebdomadaire d'application comprise entre 4 h. et 9 h. durant laquelle les jeunes gens recevront le salaire horaire minimum fixé par arrêté préfectoral.

§ 6.- Les dépenses occasionnés au S.G.C. par l'application du présent article seront imputées sur les crédits spéciaux qui lui seront ouverts à cet effet.

Article 6.- DISPOSITIONS DIVERSES.

§ 1.- La mise en place du contingent prévu à l'article 1er sera entreprise dès la signature de la présente convention et sera poursuivie progressivement de manière à être achevée dans un délai de 2 mois.

§ 2.- Les jeunes gens bénéficieront du repos hebdomadaire et des congés payés dans les conditions générales qui seront arrêtées en faveur des jeunes gens soumis au Service Obligatoire du Travail.

§ 3.- La durée de l'affectation du contingent prévue à l'article 1er est au minimum de six mois.

Le Commissariat pourra prolonger cette durée par périodes successives de trois mois ou remplacer, en totalité ou en partie, le contingent ayant effectué la première période de six mois par un nouveau contingent, sa décision devant être notifiée avec préavis d'un mois.

Il se réserve en outre la faculté, suivant les circonstances et notamment lors de la cessation des hostilités, de réduire l'importance du contingent ou même de supprimer complètement ledit contingent avec préavis d'un mois.

Article 7 - CONTRÔLE DE L'APPLICATION DE LA CONVENTION.

§ 1.- Le contrôle de l'application de la présente Convention sera exercé par le Commissariat suivant des dispositions qui seront arrêtées ultérieurement.

§ 2.- En ce qui concerne l'utilisation des jeunes gens par la S.N.C.F. ce contrôle sera exercé, par délégation du Commissariat, par la Direction des Chemins de fer au Secrétariat d'Etat aux Communications.

Fait à Paris, le

Pour le Secrétariat d'Etat
à l'Intérieur :
Le Directeur du Service de la Garde
des Communications :

Pour la S.N.C.F.
Le Président du Conseil
d'Administration:

Pour le Commissariat
Général au Service du
Travail Obligatoire :

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 17 mars 1943

VIII - Convention pour l'affectation à la S.N.C.F. et au Service de la Garde des Communications d'un contingent de jeunes travailleurs au titre du Service du Travail obligatoire.

Per

Bochet

perce à l'inter

lequel ce doit être

du fait de l'âge 43-45 -

approuvé

Questions diverses

e) Renforcement du service des gardes de communications.-

Pas de P.V.

Sténo p. 18

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT - Le Service des gardes de communications en zone occupée doit, à l'heure actuelle, assurer la surveillance de plus de 10.000 km de voies ferrées. Pour ce faire, il encadre des requis civils, agriculteurs pour la plupart, qui ne sont guère aptes à ce service et dont l'activité pourrait être mieux employée.

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications s'est préoccupé de cette question, car il convient de renforcer la surveillance des voies. Il a donc proposé à M. le Ministre de l'Intérieur d'affecter à cette tâche un contingent important des jeunes gens appartenant aux trois classes récemment recensées, ce qui permettrait non seulement de libérer les cultivateurs et autres travailleurs utiles à l'économie nationale, mais d'assurer dans de meilleures conditions la garde des moyens de communications et de fournir également à la S.N.C.F. une main d'oeuvre supplémentaire en vue de l'exécution de certains travaux utiles.

A cet effet, ce contingent serait employé, en principe, deux tiers du temps par le Service de la garde des communications et un tiers du temps par la S.N.C.F. Celle-ci trouverait là une main d'oeuvre d'appoint qui, sans fournir le rendement de spécialistes, apporterait néanmoins une aide non négligeable.

Les pourparlers sont en cours à l'heure actuelle entre le Commissariat, le Ministère de l'Intérieur et le Ministère des Communications.

.....

M. BOUTET - Je crois qu'il sera nécessaire d'encadrer sérieusement ces jeunes recrues si vous voulez faire oeuvre utile.

M. LE PRESIDENT - Il faudra non seulement que les équipes ainsi formées soient bien encadrées, mais qu'elles demeurent extérieures en quelque sorte à nos effectifs normaux. Il importera, en effet, que ces jeunes gens ne soient pas mélangés avec le personnel ouvrier, sous peine de désorganiser notre service, car cette main d'oeuvre ne pourra être qu'une main d'oeuvre d'appoint et de seconde valeur. La mesure préconisée devra donc être mise en oeuvre avec prudence et à la condition essentielle et primordiale que ce personnel soit fortement encadré et reste en dehors de nos équipes et de nos effectifs.

M. LE BESNERAIS - Nous l'occuperons à des travaux en dehors de nos travaux normaux, par exemple à des travaux de déblaiement ou de réparations.